

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité – Dignité – Travail

..*.*.*.*.*



Allocution de Son Excellence Charles Armel DOUBANE,
Ambassadeur, Représentant Permanent de la République Centrafricaine auprès
des Nations Unies devant le Conseil de Sécurité, lors de la Présentation du
Rapport du Secrétaire Général sur la situation en République Centrafricaine et
sur les activités du Bureau Intégré des Nations Unies pour la Consolidation de la
Paix dans ce pays.

New York, le 11 Janvier 2013

A vérifier au prononcé

Permanent Mission of the Central African Republic to the United Nations

866 United Nations Plaza Suite 444 New York, NY 10017
Telephone: (646) 415-9122, (646) 415-9281 Fax: (646) 415-9149

Monsieur le Président du Conseil de Sécurité
Mesdames et Messieurs les Membres dudit Conseil
Excellence Mesdames et Messieurs

Monsieur le Président

Permettez-moi tout d'abord de vous adresser mes félicitations pour votre accession à la Présidence du Conseil de Sécurité pour ce mois de janvier. Je saisis cette opportunité pour rendre un hommage à votre prédécesseur, l'Ambassadeur du Royaume du Maroc.

Je remercie le Secrétaire Général pour son rapport sur mon pays la République Centrafricaine dont la présentation nous réunit ce jour.

C'est également le lieu de témoigner de notre gratitude et amitié à l'endroit de Madame **Margareth Vogt**, Représentante Spéciale du Secrétaire Général en République Centrafricaine et son équipe pour le travail inlassable accompli au service de la Paix et du Développement de mon pays.

Puisque que nous sommes à l'orée d'une nouvelle année, je voudrais souhaiter à chacun de vous ainsi qu'à vos familles respectives tous mes meilleurs vœux.

Monsieur le Président,

La République Centrafricaine prend acte du rapport qui vient de nous être présenté et se félicite des avancées déjà réalisées et qui figurent dans ce rapport pour ramener la paix et enclencher son développement de après tant de souffrance endurée du fait des multiples rebellions internes et de la présence sur son territoire des rebellions étrangères. Malgré la subsistance de quelques difficultés le Gouvernement de mon pays s'attèle progressivement à la construction d'un véritable Etat de droit.

Au niveau politique, si nous reconnaissons que les choses n'ont pas été faites au rythme comme voulu et souhaité par bon nombre des membres de la Communauté internationale, des avancées significatives et dans bien d'autres domaines, faut-il le rappeler ont été réalisées comme l'indique ledit rapport.

Les différents acteurs avaient renoué le dialogue, ce qui a abouti à l'adhésion le 25 Août 2012 de la Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix (CPJP) à l'Accord de Paix de Libreville de 2008 après un an de négociation marquant ainsi un tournant important dans le difficile mais progressif retour de la paix. Car le dernier mouvement rebelle entrait dans ce processus de paix devant passer par le DDR.

En Septembre 2012 avec l'appui des Nations Unies et de la Francophonie, une instance indépendante et Permanente chargée de l'Organisation des élections a vu le jour. Cela a été suivi par l'élaboration d'un Code électoral dont le processus d'adoption se poursuit devant l'Assemblée Nationale.

Des efforts dans la lutte contre la corruption se sont poursuivis et matérialisés par l'adoption par l'Assemblée Nationale en septembre d'une stratégie de lutte contre la corruption ainsi que la création d'un organe à composition plurielle chargé de combattre ce fléau, en sont des illustrations.

A la fin du mois d'octobre 2012, la Commission Mixte RCA/Tchad a tenu sa treizième session à N'Djamena où il était discuté entre autres questions celle relative au retour des 70.000 réfugiés Centrafricains séjournant dans ce pays. Le tout, parce que la paix revenait, permettant ainsi à la RCA de s'impliquer résolument dans la lutte contre la LRA, les coupeurs de routes, et la lutte contre la Pauvreté.

C'est en ce moment que le fondateur et ancien Président de l'UFDR, **Michel Djotodia** est rentré d'exil, reprenant au passage la direction du mouvement comme l'indique le rapport du Secrétaire général.

Il avait réaffirmé aussitôt sa volonté de respecter l'Accord de Libreville de 2008 et avait émis le souhait de voir l'aboutissement du DDR au cours d'une rencontre en date du 17 Novembre 2012 à Gordil en présence des Représentants des FACA, de la MICOPAX et du BINUCA.

Malheureusement, le 10 Décembre 2012, alors que nous attendions le lancement du processus DDR dans cette région en ce début de saison sèche, grand a été l'étonnement du gouvernement devant les attaques des villes de Ndele, Sam-Ouandja et Ouadda par ce mouvement, qui par la suite se transformera en SELEKA, prenant les villes de Bria, Ippy, Bambari, Kabo, Batangafo, Kaga-Bandoro, Mbres, Sibut, Alindao et Kouango.

C'est pendant ces opérations que les Chefs d'Etat de la CEEAC se sont réunis dans le cadre d'un sommet extraordinaire sur la crise en République Centrafricaine le 21 Décembre 2012, à N'Djaména sous la Présidence de Son Excellence **Idriss Deby Itno**, Président de la République du Tchad et Président en exercice de la CEEAC, à l'issue duquel il a été demandé une cessation des hostilités et le retrait des rebelles des localités tombées sous leur contrôle afin de permettre un règlement pacifique par le dialogue de ladite crise.

Alors que le Gouvernement s'évertue à respecter les décisions des Chefs d'Etats de la CEEAC, SELEKA a continué et poursuit sa progression avec les conséquences qui ont pour nom, tueries, pillages, destructions des biens publics et privés, violations des droits de l'homme. Mais très peu de voix s'élèvent aujourd'hui pour dénoncer cette attitude, si ce n'est celle consistant à mettre le maximum de pressions, charges, et responsabilités sur le gouvernement.

Dans le souci de préserver la paix en République Centrafricaine, le Président de la République, Chef de l'Etat Son Excellence **François Bozize** a annoncé lors de la visite à Bangui de son homologue, Son Excellence **Yayi Boni**, Président de la République du Bénin et Président en exercice de l'Union Africaine que le gouvernement opte pour le dialogue sans condition à Libreville et il ne ménagera aucun effort pour sa pleine réussite.

Aussi, le Président de la République, Chef de l'Etat qui a décidé de respecter la Constitution s'est engagé à ne pas se présenter pour un troisième mandat et à ne pas procéder à une modification constitutionnelle à cette fin.

Le Président de la République a par ailleurs proposé la formation d'un gouvernement d'union nationale dans le strict respect de la Constitution et de ses Institutions, à l'issue des discussions ouvertes en ce moment à Libreville, au Gabon, sous les auspices des Chefs d'Etat de la CEEAC et dont les travaux sont présidés par Son Excellence **Denis Sassou Nguesso**, Président de la République du Congo, en sa qualité de Médiateur de ladite crise, que je tiens à remercier et à lui exprimer tout l'espoir que la République Centrafricaine fonde sur la médiation congolaise.

S'il est clair que l'Etat met et mettra tout en œuvre pour respecter les droits de l'homme dans la capitale et dans les provinces qui demeurent sous son autorité, il en appelle à ceux ayant sous leur contrôle une portion du territoire national d'en faire autant tout en ouvrant des couloirs pour la libre circulation des organisations humanitaires chargées de porter secours et assistance aux populations aujourd'hui désespérées, errant ou cachées en brousse.

Monsieur le Président,

La Communauté internationale est certainement lassée par cette instabilité et cette insécurité à répétition générées par l'usage facile et abusif du fusil comme moyen d'expression, de règlement des différends et autres problèmes qui caractérisent malheureusement la République Centrafricaine, attitude assurément compréhensible.

Permanent Mission of the Central African Republic to the United Nations

866 United Nations Plaza Suite 444 New York NY 10017
Telephone: (646) 415-9122, (646) 415-9281 Fax: (646) 415-9149

Mais du haut de cette tribune, je puis vous affirmer que les Centrafricains en ont enfin pris conscience et peuvent à l'unisson dire : « nous avons compris et enfin compris ». C'est la raison pour laquelle, en ce moment, réunis autour des Chefs d'Etat de la CEEAC, ils discutent et cherchent des voies et moyens pour sortir de cette énième crise qui secoue encore la Nation, sape les bases de l'Unité et la cohésion nationales.

Tout le monde est désormais convaincu que les assises de Libreville restent la dernière planche de salut pour la République Centrafricaine. Car le danger de la guerre est manifeste sur ce fragile Etat et son peuple. Instruit par cette situation, le gouvernement qui privilégie le dialogue, à l'instar du peuple centrafricain et de l'ensemble de la Communauté internationale, fonde un grand espoir sur les solutions justes, équilibrées, réalistes et applicables qui ramèneront durablement sinon définitivement la Paix en République Centrafricaine.

D'ores et déjà, le Gouvernement s'engage, avec le concours du Comité de suivi à traduire en actes les recommandations, résolutions et autres décisions qui en seront issues dans l'intérêt de la paix et de la réconciliation entre filles et fils du Centrafrique.

Monsieur le Président

Avant de conclure, ma délégation remercie tous ceux qui, en dépit de contraintes de diverses natures, n'ont cessé d'accompagner la République Centrafricaine dans sa quête de paix et de stabilité notamment les Etats membres de la CEEAC, les pays amis, l'Union Africaine, l'Union Européenne, les Nations Unies, l'Organisation Internationale de la Francophonie, les Institutions financières internationales, les partenaires bilatéraux et multilatéraux, sans omettre les Organisations internationales, les Organisations Non Gouvernementales tant nationales qu'internationales ou simplement ceux qui agissent de manière anonyme et désintéressée comme l'ancien président de la formation RCA de la Commission de Consolidation Son Excellence **Jan Grauls**, Ambassadeur, Représentant Permanent du Royaume de Belgique auprès des Nations Unies, pour le seul et grand bien de la République Centrafricaine et de son peuple. Que Son Excellence **Ali Bongo Ondimba**, Président de la République Gabonaise et le peuple frère de ce pays, hôtes des négociations inter-centrafricaines, reçoivent ici le témoignage de la reconnaissance de l'ensemble du peuple Centrafricain.

Enfin, et pour terminer, agir pour ramener la paix en République Centrafricain, c'est agir pour la stabilité de la sous-région et pour l'Afrique tout entière.

Je vous remercie.